



Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargé des Petites et Moyennes Entreprises. - © Alain SALESSE/MINEFI

## « Les défaillances d'entreprises ne sont pas plus nombreuses que d'ordinaire », Alain Griset, ministre délégué aux PME

Lise Lévêque | le 12/10/2020 | [TPE](#), [PME du BTP](#), [PME](#), [Rénovation énergétique](#), [Permis de construire](#)

Alors que la reprise est engagée dans le BTP, Alain Griset, ministre chargé des PME, retrace les mesures de soutien dont a bénéficié le secteur. Il estime que 10 Mds€ de prêts garantis par l'Etat lui ont été alloués. Il se dit également favorable à une simplification des processus d'attribution des permis de construire et invite surtout les entreprises à se saisir des opportunités de travaux liées à la rénovation énergétique.

### Quelles mesures ont été mises en place pour soutenir les entreprises du BTP face à la crise ?

Le secteur du bâtiment a bénéficié de plusieurs dispositifs depuis le confinement : l'**activité partielle**, l'**exonération ou le report de cotisations sociales** qui peuvent être remboursées sur 36 mois, ou encore le **fonds de solidarité** qui a concerné 1,7 million d'entreprises. Nous avons aussi créé les **prêts garantis par l'Etat** avec un début de remboursement pouvant aller jusqu'à six ans après l'attribution. 600 000 sociétés l'ont utilisé, en majorité des TPE-PME (94%). Beaucoup n'aurait pas pu obtenir un prêt sans ce mécanisme.

Au total **120 Mds€**, dont **10 Mds€ pour le secteur du BTP**, ont été accordés, avec des prêts moyens de 140 000€. Toutes ces mesures ont été salvatrices pour beaucoup de sociétés. A ce jour, **nous n'avons pas constaté des défaillances d'entreprises plus nombreuses que d'ordinaire**. Il y a même plus de créations que d'habitude.

### Certains promoteurs immobiliers affirment que le marché du logement est pénalisé par une forte chute des attributions de permis de construire et des autorisations administratives. Qu'en pensez-vous ?

Les services instructeurs peuvent être très longs et le confinement n'a pas arrangé ce problème. Mais le gouvernement a demandé aux préfets de déclencher ce qui était en attente et je suis **favorable à une décomplexification du processus d'attribution des permis de construire**.

L'Etat, les régions et les collectivités territoriales ont créé des dispositifs pour faciliter le quotidien pendant le confinement, il faut les conserver.

## **Le gouvernement veut massifier la rénovation énergétique des bâtiments, allez-vous prendre des mesures supplémentaires en ce sens ?**

La rénovation énergétique fait partie des priorités du plan de relance. Nous avons ainsi **étendu le périmètre de MaPrimeRénov' aux ménages avec des revenus plus importants** et nous essayons de simplifier le mécanisme pour le consommateur. Il pourra désormais **connaître le montant de la prime** et enclencher les travaux plus rapidement.

Nous avons également **lancé un crédit d'impôt, pour un montant de 100 000 M€ pour les TPE et PME** qui souhaiteraient faire des travaux de rénovation énergétique dans leurs locaux. Cela va ouvrir des perspectives positives en termes d'activité pour le BTP, **c'est l'un des secteurs de notre pays qui a le plus d'avenir**. J'invite les sociétés à se saisir de ces opportunités et à remplir leur carnet de commandes.

Cependant, avec MaPrimeRénov' les travaux doivent être réalisés par une entreprise **labellisée RGE et elles ne sont que 45 000**. C'est pourquoi nous envisageons également d'ouvrir le dispositif MaPrimeRenov' à des entreprises **non labellisées RGE**.